



Terre d'école

Les Racines de notre savoir, pour un avenir durable !

Éducation : huit enjeux pour l'Afrique

Propos sur l'école de Denis Sassou Nguesso tiré de son livre «L'Afrique, enjeu de la planète»

« Ce qu'il faut, en Afrique, c'est que nous puissions réconcilier l'école de nos jeunes Républiques avec le patrimoine de chacune de nos régions en matière d'éducation. Que nous transmettions dans les leçons de vivre que délivre toute éducation, les valeurs de fond de l'Afrique, la solidarité, le respect fondamental de la nature et du corps, la découverte des éléments naturels qui nous entourent, l'importance de leurs biotopes et son respect. L'école ne doit pas être axée, comme l'a été longtemps l'école coloniale, sur la réussite personnelle à tout crin, envers et contre ses camarades, mais sur la réussite dans le partage. L'école doit devenir synonyme de joie et d'espoir, aider réellement les enfants à grandir en leur ouvrant les portes du monde. Apprendre doit devenir synonyme de grandir. Les enfants saisissent mieux que les adultes l'univers des possibles. L'école doit leur apparaître comme le champ privilégié de l'ouverture. C'est à l'école qu'il faut qu'ils apprennent à conforter les liens qui les unissent à leur environnement, à connaître toutes les possibilités que leur offrent les ressources naturelles de leur entourage. C'est aussi à l'école qu'un enfant découvre les bienfaits que sont l'eau courante, l'électricité, la santé et l'hygiène. C'est à l'école qu'il peut apprendre l'importance d'un jardin potager mais aussi de la culture africaine en dessinant et en sculptant en même temps qu'il intègre des données théoriques. L'école doit nous apprendre l'importance des liens, le lien avec le sol et le lien avec les autres. Nous ne sommes pas seuls, même si le village est devenu planétaire. Nous vivons les uns avec les autres et cette vie doit retrouver les principes fondamentaux qui jadis tissaient cette harmonie entre les gens d'un même village. L'école doit nous aider à retrouver les chemins de l'harmonie. Connaître, loin de nous effrayer, doit nous permettre de mieux comprendre. C'est sur les épaules de nos enfants que se bâtit le devenir de l'univers. Il faut que ces enfants appréhendent le monde à travers ce qui fonde les valeurs de leur continent depuis l'aube des temps. Loin de les couper de leurs racines, l'école doit permettre aux enfants d'y trouver la sève qui véhiculera les savoirs. Les pouvoirs politiques, les maîtres et les professeurs doivent conjuguer leurs efforts pour ouvrir le plus grand possible les portes du monde aux enfants d'Afrique. Il faut que les enfants d'Afrique apprennent grâce à l'école à réinventer le monde. Il faut que les enfants d'Afrique réalisent comment le quotidien peut échapper à un enchaînement de malheurs et qu'ils retrouvent le chemin qui, pour leurs ancêtres, faisait de chaque journée un don du ciel. L'école doit leur permettre de découvrir l'autre en même temps qu'ils se découvrent, de comprendre et de découvrir la culture et les cultures sur le pas de la porte comme au bout du chemin. L'école doit leur faire comprendre que le monde est un ami. L'école doit leur faire découvrir un monde dont le devenir est plus que jamais entre leurs mains. Chaque enfant d'Afrique doit comprendre, grâce à l'école, en quoi il est un acteur fondamental du développement durable. Chaque école d'Afrique doit intégrer dans la dispense de ses savoirs, la conscience de l'importance des règles d'un développement durable. »

«L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde.»
Nelson Mandela

La phrase de Nelson Mandela peut se comprendre de deux manières. Tout d'abord, elle dit qu'une société - un pays ou un continent - qui échoue son présent a toujours une deuxième chance : celle de ne pas rater l'éducation de ses enfants et donc de tracer le chemin d'un avenir réussi. Le deuxième sens relève de la capacité de transformation immédiate de l'éducation. Ce n'est pas seulement en tant qu'adultes demain que les enfants peuvent changer la société. Santé, alphabétisation, planning familial, mentalités : on sait que les parents apprennent de leurs enfants. Les exemples sont nombreux où le comportement des enfants - l'influence qu'ils ont sur leurs aînés - peut avoir un impact direct. Même si chaque pays d'Afrique a son propre système, issu d'une histoire particulière, nous dégageons huit défis communs, que l'Afrique devra relever sur le plan éducatif dans les dix prochaines années.

Comprendre le défi d'un savoir circulant

«Avec l'accès aux personnes, par le téléphone cellulaire, avec l'accès en tous lieux, par le GPS, l'accès au savoir est désormais ouvert. D'une certaine manière, il est toujours et partout déjà transmis.»

Michel Serres

Le paradigme de l'école conçue au milieu du XIXe siècle autour d'un triptyque « maître, tableau, manuels » est sur le point d'être dépassé. Le maître n'a déjà plus le monopole du savoir. Personne ne peut désormais échapper à l'information, d'où quelle provienne. Le film de Jammie Uys «Les dieux sont tombés sur la tête» (1980), où une bouteille de Coca-Cola tombe du ciel au milieu d'une tribu éloignée, marque le symbole de cette ère nouvelle, que je qualifie d'ère du «savoir-relation». Avec l'explosion des moyens d'information, l'enfant arrive à l'école avec des savoirs déjà constitués. En mars 2014, Facebook entreprend d'acheter le constructeur de drones Titan Aerospace. L'objectif est d'utiliser les drones comme des satellites pour permettre l'accès à Internet à l'intégralité de la population mondiale, en atteignant les zones les plus reculées. Il s'agit notamment de connecter l'ensemble de l'Afrique pour mettre en place des programmes d'enseignement en ligne : un projet annoncé par Mark Zuckerberg concerne les étudiants de l'Université du Rwanda.

Préparer le passage à la pluralité éducative

« Il faut un village pour éduquer un enfant » : ce précepte africain rend compte de la pluralité des manières d'apprendre. Les expériences d'éducation hors l'école sont anciennes, mais il est indéniable que les alternatives éducatives à l'école se multiplient aujourd'hui. La pluri-éducation est l'une des évolutions majeures du monde multi-média dans lequel nous sommes entrés. Un enfant aujourd'hui ne sait pas dire quel support lui a permis de prendre connaissance d'une information : avec sa tablette, la télévision ou son smartphone. L'éducation empruntera de multiples supports - bâtiments, écrans, vidéos, écouteurs - et on ne

saura plus où, comment et avec qui on a appris. Le support mobile (tablette ou smartphone), qui sera apporté par l'enfant, supplantera les architectures statiques proposées par l'institution. Les applications mobiles, face au défi démographique, pourront par exemple constituer une alternative à la construction massive d'écoles. Elles serviront de plus en plus, en Afrique, pour éduquer à la santé, à l'agriculture, au planning familial. Une application permet par exemple en Ouganda d'informer les jeunes femmes sur leur contraception. Cela présente l'avantage de pouvoir toucher toutes les filles, même celles qui ne sont pas scolarisées, et ce, à l'abri du regard des hommes, quand l'éducation sexuelle reste un tabou.

«Décolonialiser» les systèmes éducatifs

Ce néologisme, issu de la langue anglaise, signifie qu'au-delà de la «décolonisation» juridique, la «décolonialisation» implique un déracinement plus profond des mentalités et du système mis en place pendant ces périodes de domination. Les systèmes éducatifs africains sont largement des héritages coloniaux. L'éducation pré-coloniale - collective, orale, et fondée sur l'observation - a été totalement éradiquée par les puissances colonisatrices. Cette acculturation éducative s'est poursuivie après les décolonisations. L'indépendance est un enjeu toujours actuel. Le développement économique de l'Afrique profitera aux nations qui investissent en Afrique. Il ne doit pas laisser sur le bord de la route des générations d'Africains, qui seraient inadaptés à une mondialisation pensée de l'extérieur du continent.

Refuser une éducation à deux vitesses

Les cours transnationaux sont un enjeu majeur pour l'Afrique. Comme le précise G.O.S. Ekhaguere, l'enseignement transnational est fourni sur le continent africain de deux manières. D'abord, par le réseau/parteneriat impliquant des institutions africaines, européennes ou nord-américaines. On peut prendre l'exemple de RESAFAD (RESeau Africain de Formation A



La Tribune de François Durpaire



Distance). Par exemple, Djibouti, qui est un pays trop petit pour ouvrir une université complète, profite du RESAFAD pour former les enseignants de ses écoles. Ensuite, par des fournisseurs commerciaux. A la différence de l'enseignement intranational à distance, l'enseignement transnational est conçu par des fournisseurs qui ont des objectifs commerciaux. Il peut alors être réservé à la frange la plus riche de la société. Les pays qui sont des hôtes dans les systèmes transnationaux d'enseignement doivent être préparés à ce phénomène. Sans quoi, les pays hôtes, où les places offertes dans les établissements scolaires et universitaires sont insuffisantes, sont à la merci des marchands d'éducation, qui s'organisent en sociétés multinationales. Le danger pour les pays importateurs est de voir les inégalités devant l'éducation se renforcer par l'afflux de programmes de formation conçus non dans l'intérêt du plus grand nombre mais pour une élite au service des entreprises.

Rompre avec la « diplomatie »

Il faut adapter l'éducation aux besoins réels des gens, aux préoccupations des Africains ordinaires. Francis B. Nyamnjoh dans un article paru dans *Africa Development*, affirme que l'éducation en Afrique est victime d'une transposition épistémologique de l'occident, dans laquelle la science est à la fois idéologie et hégémonie. Ce décalque de l'occident contribue à l'inadéquation des politiques éducatives aux besoins réels des sociétés africaines. Pour l'auteur, cela contribue à annihiler « la créativité, l'organisation et le système de valeurs africains ». Si les institutions scolaires africaines ont réussi à africaniser leur personnel, cela n'a pas été le cas des programmes et des structures. L'auteur invite notamment à rompre avec la diplomatie (selon l'expression de Robinson, 1981), c'est-à-dire à la recherche des symboles académiques diplômants occidentaux (et à la supériorité supposée des diplômes obtenus à l'étranger). Les Africains demeurent tributaires de programmes qui les acculturent, au nom de la modernité, et sur fond de dévaluation systématique du patrimoine africain. L'accent mis sur les sciences humaines – sur la philosophie, l'histoire, la géographie africaines – permettrait à l'Afrique de se reposer sur ces propres forces dans le concert des civilisations du monde.

Éduquer à un monde pluriel

Un colloque récent – le 27 et 28 mars 2014 – met l'accent sur la nécessité de prise en compte des diversités culturelles, et notamment linguistiques, pour réussir l'éducation en Afrique. « Réussir l'éducation en Afrique : l'enjeu des langues » est une conférence internationale organisée à Sèvres à l'initiative du Centre international d'études pédagogiques (CIEP), établissement public national du ministère français de l'éducation nationale, avec des partenaires comme l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Partenariat mondial

pour l'éducation (PME), l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), etc.. Les objectifs étaient de présenter des politiques linguistiques mises en œuvre dans l'ensemble de l'Afrique, de réfléchir aux besoins en formation des enseignants en contexte plurilingue pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'idée est notamment d'identifier les bonnes pratiques et de les mutualiser. Concevoir une éducation monolingue signifierait la soumission à un monde uniforme et homogène. Un monde riche de sa pluralité ne peut passer que par la pluralité des langues d'éducation.

Mieux gouverner l'éducation

Il faut rompre avec l'idée d'une bureaucratie centralisée, qui prétendrait gérer tous les points du système. Mais l'idée de « décentralisation » ne peut pas constituer un simple slogan. La répartition des tâches doit être clarifiée. L'enseignant dans sa classe dispose de larges marges de manœuvre. L'essentiel est la compréhension du rôle de chacun et l'articulation intelligente et pratique des différents niveaux du système.

Redonner de la confiance à tous les acteurs est la condition d'un meilleur gouvernement éducatif. L'initiative doit être laissée aux établissements, avec une pédagogie fondée sur des projets au plus proches du terrain. L'État, dans ce contexte, doit se concentrer sur ces trois missions essentielles : former les acteurs, leur donner la confiance et la reconnaissance nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, définir un modèle politique d'éducation qui constitue la ligne d'horizon de l'ensemble du système : quel citoyen africain voulons-nous former pour le monde et l'Afrique de demain ?

Former les acteurs et donner de la confiance

La pression pour l'accès à l'enseignement s'accroît dans le nouveau millénaire, l'Afrique étant un continent jeune (plus de 75 pour cent de sa population est âgée de moins de 45 ans). Les élèves de l'enseignement primaire doivent augmenter de plus de 80 % dans tous les pays d'Afrique d'ici 2015. Dans les pays francophones dans leur ensemble, c'est plus qu'un doublement des effectifs qui est attendu. Le défi de formation est donc principal. L'éducation est une activité éminemment humaine : c'est la formation de l'homme par l'homme. Elle transcende donc toute notion de système et toute tentative d'organisation mécanique. C'est l'énergie, la



mobilisation, l'enthousiasme, la motivation de tous les acteurs qui est la clef d'une éducation réussie. En conséquence, ce que la formation doit mettre au cœur, c'est qu'être enseignant, est une vocation, avant même d'être une profession.

Par François Durpaire
Maître de conférences en sciences de l'éducation
Université de Cergy-Pontoise,
Directeur de la formation pour "Terre d'école"



Terre d'École : l'avenir en marche

Terre d'École est un projet éducatif que vous allez développer au Congo qui mixe programmes scolaires et connaissances des cultures vivrières locales. Qu'est-ce qui vous a amenée à mettre en place ce concept original ?

Maria Maylin : Je me suis engagée depuis plus de 20 ans dans l'action humanitaire et sociale en Afrique. Au cours de cet apprentissage, j'ai constaté que les hommes sont souvent à l'origine de leurs propres maux. J'ai ainsi acquis progressivement la conviction que l'éducation est le seul moyen de faire évoluer les mentalités. Il faut faire prendre conscience aux générations futures des défis auxquels l'Afrique est confrontée et les « armer » pour les relever. L'un de ces défis majeur est la protection de l'environnement dans lequel ils vivent qui ne peut être voué à rester la poubelle du monde. Terre d'École s'inscrit parfaitement dans cette perspective et fournit un vrai support pédagogique d'excellence pour former de nouvelles générations d'enfants respectueux de leur culture, de leur tradition et de leur environnement.

L'objectif est de former l'homme Africain de demain ouvert sur le monde, sur le progrès, jaloux, protecteur de sa terre et des spécificités de son continent.

L'originalité du projet Terre d'École tient du fait qu'il vise à enraciner à nouveau la connaissance ancestrale afin de préserver l'âme africaine dans le projet éducatif des enfants. Il ne s'agit pas d'un projet transposé de l'Europe, mais d'un projet original africain pour les africains. Original, Terre d'École l'est à tous les points de vue. Tout sauf un luxe, c'est une impérieuse nécessité qui s'impose à l'humanité dans sa course effrénée et qui va droit dans le mur sciant la branche sur laquelle elle se tient sans la moindre pensée pour les générations à venir.

Le projet s'inspire de l'idée d'avant-garde lancée il y a une trentaine d'années par le président de la République du Congo, Monsieur Denis Sassou N'Goussou, de créer un réseau d'établissements scolaires baptisés « Une École, un champ ». Chaque école devait être adossée à un champ afin de permettre aux écoliers de profiter d'une formation académique en même temps que d'un véritable enseignement de la terre.

Nous avons repris cette idée et l'avons proposé à des chercheurs de divers horizons. Nous avons progressivement évolué vers la nécessité de réintroduire les connaissances des parents et grands-parents, la terre étant un prétexte. Nous avons fait le constat qu'il existe localement un vrai savoir de la culture vivrière et de la protection de l'environnement afin d'assurer la pérennité de cette culture et que ce savoir a été négligé alors qu'il a permis la transmission d'un héritage écologique depuis la nuit des temps. Il convenait donc de réintroduire ses connaissances, la science donnant du sens aux pratiques.

Lors de la Conférence des Nations Unies Rio+20, sur le développement durable, vous avez eu l'occasion de présenter Terre d'École. Comment les chefs d'État et de délégations présents ont accueilli le projet ?

Maria Maylin : Effectivement, la dernière Conférence de Rio+20 a été l'occasion de présenter et de lancer officiellement le projet qui a été, avec son stand, l'une des principales attractions du sommet. L'initiative a été un succès total et fait l'objet d'un intérêt inattendu de la part des participants et visiteurs du sommet ainsi que des médias qui lui ont consacré une couverture digne de son importance. Le projet a, en effet, séduit et fait l'unanimité auprès des visiteurs et des nombreux

Chefs d'État, responsables et acteurs présents au Sommet. L'originalité du projet et sa pertinence lui ont fait gagné l'adhésion de tous et bon nombre ont exprimé le souhait et la volonté d'en être ou de s'en inspirer.

Ce succès a ainsi ouvert les portes à une vraie stratégie de promotion de Terre d'École qui est en train de s'installer comme concept fondateur de l'enseignement et de la société de demain où le développement durable passe par de nouveaux rapports intelligents et apaisés avec notre culture et notre planète.

Depuis, plusieurs pays Africains ont exprimé leur intérêt ainsi que leur disposition à entrer dans le projet et à mettre en place des établissements qui vont dispenser cet enseignement novateur aux normes préconisées par Terre d'École. Il s'agit tout simplement d'enrichir le système éducatif local en y intégrant une formation de l'environnement allant du respect de la terre et son utilisation optimum et pérenne en passant par les techniques de culture traditionnelles les plus adaptées et les plus respectueuses de la nature.

Bons nombres d'institutionnels, de bailleurs de fonds et d'organisations ont salué le projet comme étant à l'avant-garde de tout ce qui a été proposé à nos jours dans le domaine de l'éducation et de conservation et de la protection de l'environnement et se sont engagés à s'impliquer dans sa réalisation.



Pensez-vous que l'Avenir de l'Afrique passe essentiellement par la protection de l'environnement et des traditions locales ? Pourquoi ?

Maria Maylin : Absolument. Et pas seulement celui du continent mais celui de l'humanité entière. Le constat accablant est là depuis pas mal de temps déjà. Et si beaucoup de choses ont été mises en chantier, on reste très loin du compte. Les intérêts divergents et la complexité de la problématique ne facilitent pas la tâche d'inverser les tendances et de revenir aux bonnes pratiques, d'où la nécessité évidente de travailler sur le long terme en misant sur la sensibilisation

et la formation des générations futures dès le jeune âge.

L'Afrique est directement concernée à tous les égards. Avec ses ressources humaines et naturelles, le continent reste celui de toutes les convoitises. Le regain d'intérêt sans précédent pour le continent, par les puissances qui ont assuré leur développement aux prix que l'on sait, et celles émergentes qui continuent sur la lancée, est loin d'être anodin. Et pour que les forêts d'arbres centenaires, voire millénaires, ne disparaissent entièrement et définitivement de nos paysages aux profits des derricks et forages pour l'or noir, c'est maintenant qu'il faut se mobiliser pour instiller dans nos jeunes la défense de leur patrimoine et le culte de la protection de la nature et de la réhabilitation du savoir-faire ancestral comme condition sine qua non à tout développement, il y va tout simplement de notre propre survie.

Le continent doit considérer son « sous-développement » comme une chance et puiser dans son propre génie pour éviter les erreurs commises ailleurs et commencer à tracer sa propre voie qui doit placer l'homme et son environnement au cœur même de tout vrai développement durable. C'est, en effet, ici que tout reste à faire et les entreprises et multinationales vont se ruer sur le continent pour se battre pour les marchés, les chantiers et les ressources dont ils ont de plus en plus besoin. Il est impératif de savoir imposer nos modèles et nos conditions pour éviter le massacre annoncé du berceau de l'humanité et ne pas en faire son cercueil.





Interview de Maria Maylin Présidente du CIRA et de Terre d'École

Où en est aujourd'hui le projet Terre d'École ? Avez-vous réussi à fédérer autour de vous des bonnes volontés pour le mettre à exécution ?

Maria Maylin : J'ai la chance d'animer une équipe de personnes d'expérience dans leur domaine respectif et très motivés qui ont souscrit aux principes humanitaires qui sous-tendent la démarche de Terre d'École et qui y voient une approche très audacieuse et viable à la lutte contre le sous-développement et la détérioration de notre environnement, les deux principaux défis posés à l'intelligence humaine. Le travail en amont et l'abattage médiatique et relationnel qui ont précédé, ont permis le succès de Rio où le projet a eu finalement la visibilité qu'il mérite. Depuis, l'équipe s'agrandit et se professionnalise à mesure que les tâches se multiplient se diversifient et que d'innombrables acteurs et partenaires potentiels nous approchent.

La priorité est actuellement accordée au projet de Brazzaville qui doit marquer le vrai décollage de Terre d'École. Terrain, plan et financement étant verrouillés, nous mettons les bouchées doubles pour respecter la deadline de 2014 et dévoiler au reste du continent notre premier établissement. Le travail porte également sur les objectifs pour les 5 années à venir, notamment l'élaboration d'un programme pédagogique spécifique adaptable aux programmes scolaires nationaux des pays concernés et la constitution d'équipes pédagogiques qualifiées.

Il s'agit également de s'employer à pérenniser les financements nécessaires à l'ouverture et fonctionnement des premières écoles dans la perspective de l'édification de 10 établissements dans des pays Africains répondant aux meilleures normes en matière d'éducation et d'environnement. Tout cela passe par plus de visibilité et d'efforts de sensibilisation auprès des décideurs.

Une approche unifiée, un format et un cahier de charge standards seront adoptés et soumis aux pays candidats pour faciliter le partenariat Terre d'École. L'entreprise étant tellement noble et tellement d'actualité que les parties concernées sont unanimes à la soutenir et vouloir contribuer à sa mise en œuvre. Il n'est pas difficile de faire adhérer et de fédérer quand on propose un projet aussi transparent et aussi bénéfique pour tous parce qu'en fin de compte chacun s'y retrouvera et notre planète en premier

Qu'est-ce qui vous a amenée, au départ, à vous intéresser à l'Afrique, à son développement et à ses besoins humanitaires ?

Maria Maylin : Je suis Africaine. Et à l'image de mon pays, le Maroc, je me nourris de mes racines Africaines et de mon feuillage européen. Je suis l'héritière d'une grande tradition qui a porté l'Islam en terre Africaine et je ne me suis jamais rien considérée d'autre. Quand on voit les gestes magnifiques de SM le Roi Mohammed VI envers l'Afrique et ses initiatives originales consolidant les liens organiques avec les pays frères au sud du Sahara, on ne peut être qu'admiration et s'inspirer de cette vision et de ces leçons de solidarité agissante, de partage, de coopération sud-sud et d'intégration régionale au service du co-développement. Ayant été élevée dans la pure tradition marocaine, j'ai grandi dans le respect des valeurs les plus nobles, notamment celles du partage, de la solidarité, de l'ouverture sur l'autre et de l'altruisme. Ma formation, et sûrement des prédispositions, va compléter le tableau d'une vocation qui ne s'est jamais démentie depuis. J'avais tôt commencé par me mettre au service de mon prochain et l'expérience et la maturité aidant, je me suis lancée dans l'humanitaire sur notre continent pour répondre aux appels incessants d'amis. Les besoins étaient immenses, ils le sont toujours, mais j'ai fait de cette entreprise noble un vrai sacerdoce sachant que c'est par l'exemple qu'on peut mener et en se donnant complètement à son travail.

Les choses prirent forme dès 1997 au lendemain de la sortie des conflits qu'avait connu le Congo Brazzaville. C'est dans le cadre d'une opération humanitaire globale pour la reconstruction du pays ravagé par les guerres civiles que le « Comité International pour la Renaissance de l'Afrique » (CIRA) a vu le jour en tant que structure locale. Les résultats et les succès remportés au Congo et dans d'autres pays Africains étaient unanimement salués par la communauté internationale ainsi que par tous les bailleurs de fonds qui avaient appelé à la création du comité au départ.

La dimension internationale du comité que j'ai l'honneur de présider allait être confirmée avec la mise en œuvre de projets et d'actions humanitaires, notamment la formation, entre autres, d'équipes médicales hospitalières en collaboration avec des partenaires comme l'OMS, l'UNICEF, le PAM (Programme Alimentaire Mondial) dans un bon nombre de pays Africains dont le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad, le Mali, le Niger, la Guinée Bissau et le Congo.

Terre d'École : une voix pour l'Afrique

Nous sommes de plus en plus nombreux à être conscients des changements climatiques que subit notre planète. Nous sommes de plus en plus nombreux à réaliser leur impact, en occident certes, mais davantage encore dans les pays pauvres qui subissent désormais des catastrophes dites « naturelles » sans précédent et paient le prix fort de notre inconséquence. L'Afrique est touchée de plein fouet par ces dérèglements climatiques, c'est pourquoi le continent africain est bien décidé à faire entendre pleinement sa voix au sein du concert des Nations.

Protéger les générations futures ! Préserver notre environnement ! Changer nos habitudes ! Tant que ces phrases se cantonneront au slogan ou au vœu pieux, l'Avenir, notre avenir à tous sera problématique. Préserver les générations futures passe par la prise de conscience de l'importance des éléments et, en premier chef, de la Terre nourricière. Face aux défis de la mondialisation, chaque enfant d'Afrique doit avoir les moyens de prendre en mains son avenir. L'Afrique doit non seulement préserver son environnement mais devenir le champion des technologies vertes et du développement durable ce qui lui permettra de reprendre en main son destin. Un destin qui passe par la préservation de sa terre nourricière, par la protection de ses écosystèmes et de la biodiversité.

L'agriculture vivrière est une des conditions et des clefs de voûte du développement durable. Son développement passe par une meilleure connaissance des plantes nourricières, une connaissance qui prend ses racines au sein même de l'école, un savoir qui s'inscrit dans une démarche pédagogique conjuguant Tradition et Modernité.

Parce que « savoir et avenir ont même racines », des racines qui sont au cœur de tout projet pédagogique, le CIRA, Comité International de Renaissance de l'Afrique et sa présidente Maria Maylin ont décidé de contribuer à ce développement en mettant en place le projet Terre d'École. Ce projet consiste à associer une école et un champ, en proposant aux maîtres d'école de consacrer un pan de leur programme à la redécouverte par les enfants de l'importance de la Terre et de ses bienfaits. Le programme « Terre d'École » consiste à la fois à recenser les ressources et les besoins alimentaires du territoire mais également les pratiques ancestrales afin d'apprendre à mieux connaître et à faire pousser les plantes les plus utiles. Il s'agit de faire découvrir aux enfants l'importance de la lumière, les gestes utiles,

les « bonnes » plantes, de leur apprendre à faire le lien entre l'alimentation et l'environnement, en insistant sur l'importance des plantes et sur ce que signifie une agriculture biologique. Il s'agit surtout grâce à Terre d'École de lutter contre la faim et la malnutrition, un des grands fléaux qui touche l'Afrique, en enseignant aux enfants l'amour de la terre et le cycle de la nature, en leur montrant qu'eux aussi peuvent jouer un rôle essentiel contre la faim dans le monde.

L'autosuffisance alimentaire est primordiale pour un continent longtemps voué à des monocultures destinées à l'exportation comme le cacao ou le café. L'agriculture soulève aussi de nombreuses questions aujourd'hui dans la mesure où ses pratiques intensives, ses engrais, ses nouvelles technologies comme les OGM bouleversent l'environnement et les cycles naturels.

« Terre d'École » se propose d'apporter aide et assistance aux maîtres d'écoles qui le souhaitent grâce au soutien d'ethnologues et de chercheurs du CNRS rattachés à la chaire d'Anthropologie de la Nature du Collège de France, chercheurs en ethnobotanique qui seront en charge, sur place, de la formation des enseignants et du suivi du projet. « Terre d'École » mobilise dès maintenant des artistes, des chercheurs, des enseignants, des politiques parmi lesquels le président du Congo Denis Sassou Nguesso qui, dès 1986, initialisa une démarche similaire, ainsi que de nombreux anonymes soucieux d'apporter leur expertise à la réalisation de ce projet.



par Jean-Pierre Elong Mbassi
Secrétaire Général
Cités et gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA)



Le projet Terre d'École De l'humanitaire à l'éducation



De l'humanitaire à l'éducation, histoire de «Terre d'École»

Fidèle à sa vocation, qui est de former sur place des professionnels et des techniciens en vue d'une autonomie de pratique et de moyens, le CIRA propose un programme collaboratif : mis en œuvre par des enseignants africains, il est encadré étape par étape par une équipe scientifique multidisciplinaire dédiée.



Fort de 25 ans de mobilisation opérationnelle, au cours desquels les diverses interventions sur le territoire de professionnels de santé et de techniciens de pointe ont fait la preuve de leur efficacité, le CIRA étend son action en faveur

des plus démunis au vaste domaine de l'enseignement. La transmission des savoir-faire auprès des homologues locaux est une fois de plus au centre du dispositif.

Terre d'école démocratise le savoir

Tous les enfants ont le droit d'étudier. C'est pourquoi le programme **Terre d'École** s'adresse à tous les jeunes en âge d'être scolarisés, qu'ils soient issus de classes dirigeantes, de milieux défavorisés ou orphelins. Il n'a aujourd'hui aucun équivalent. Un système de bourses, déjà éprouvé ces dernières années – notamment pour permettre à des Africains d'entreprendre des études de médecine –, permet un accès égalitaire. Le financement de ce programme ambitieux est assuré par des donateurs privés, conscients de leur responsabilité sociale et environnementale vis-à-vis du continent africain.

Terre d'École allie tradition et modernité

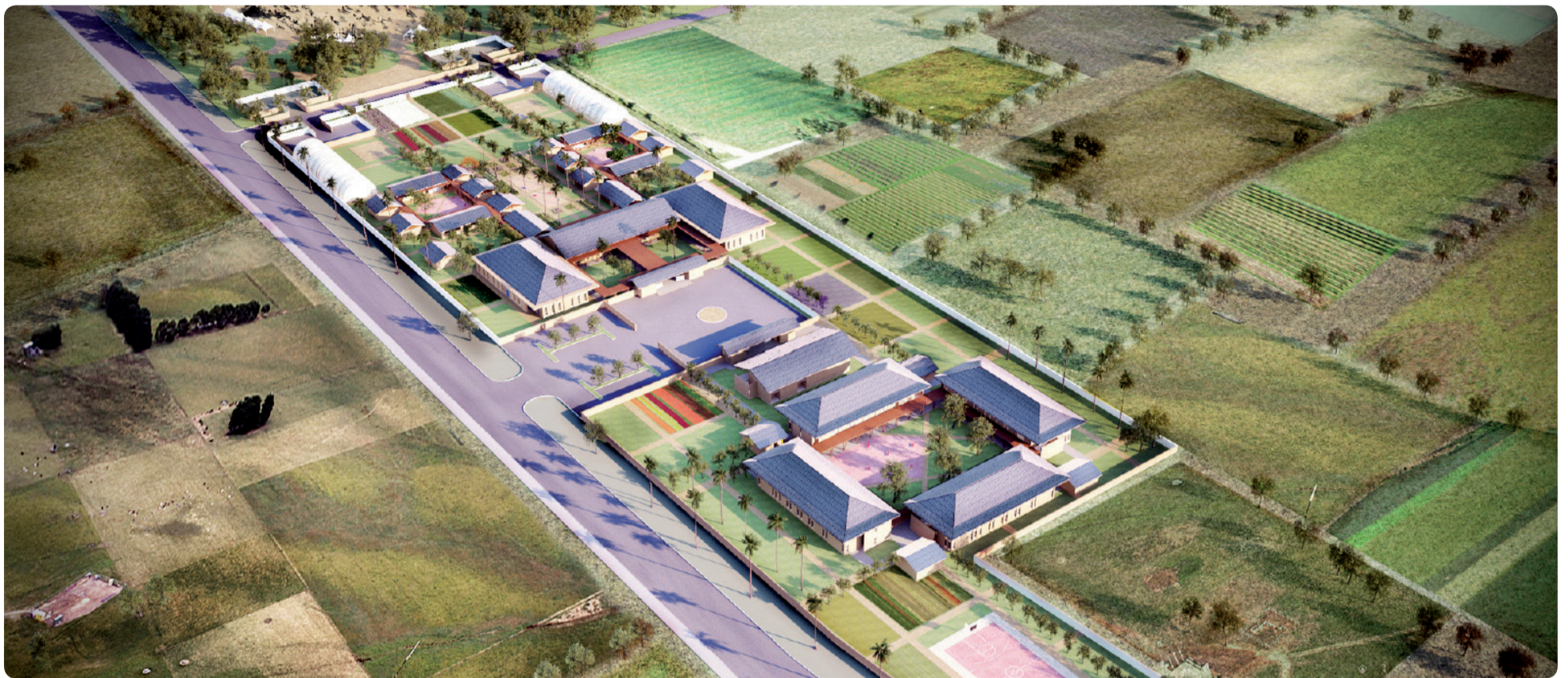
Conçu pour des élèves du primaire, du secondaire et des lycées, le dispositif **Terre d'École** allie pédagogie classique et initiation à l'agriculture durable. Couplé à un enseignement général en langue française, le programme **Terre d'École** vise, dès les petites classes, à sensibiliser les élèves aux enjeux du développement durable et à les initier aux fondamentaux de l'agronomie.

Véritables acteurs de leur éducation, les enfants sont encouragés à recueillir la parole des anciens au sein de leurs familles, à se réapproprient les connaissances agricoles ancestrales et à les partager avec leurs condisciples. L'apprentissage, fondé sur l'expérience, pose les bases de la citoyenneté et intègre des notions de responsabilité environnementale sans obérer les spécificités traditionnelles.

Terre d'École se décline partout dans le monde

L'essaimage de **Terre d'École** sera réalisé en partenariat avec les gouvernants des pays demandeurs, et en particulier les ministres en charge de l'Éducation nationale. Loin de diviser, les différences entre les systèmes scolaires seront à la base d'un échange d'expériences enrichissant pour l'ensemble des bénéficiaires du programme. L'enseignement agricole aura, par définition, la même ambition partout : permettre aux élèves de se familiariser avec leur environnement immédiat, et leur donner les clés pour le préserver durablement.





Terre d'École : l'exemple de Kintélé

Terre d'École en République du Congo

La volonté de ce pays d'être un modèle pour le continent africain dans le domaine du développement durable et de la protection de la nature se trouve confirmée par la construction du premier établissement Terre d'École sur son territoire.

L'enseignement général **Terre d'École** sera dispensé par des enseignants congolais. Il s'inscrit dans le Plan National d'Action de l'Enseignement pour tous, initié en juillet 2000 en République du Congo, selon lequel « l'Éducation de base renforcée sera en effet utile à chacun pour vivre mieux son projet personnel, pour gérer sa santé et sa famille, assumer ses responsabilités civiques, contribuer à une culture de paix et prospérer dans des activités économiques. »

Études préliminaires

Contrairement aux nouveaux villages agricoles – autre concept congolais destiné à « relever le triple défi de l'augmentation de l'offre agricole, de la promotion du capital humain disponible et de l'émergence de l'agriculture durable » –, implantés préférentiellement en zone rurale, le gouvernement de la République du Congo a choisi pour cadre de **Terre d'École** le quartier de Kintélé. Cette banlieue en plein essor, située au nord de Brazzaville, accueillera également dans les prochaines années une université et un complexe sportif. (Source : Reflet n°14, janvier-août 2012).

Plans et maîtrise d'ouvrage

La conception des bâtiments, financée par l'état Congolais, a été confiée à un architecte marocain de notoriété internationale, M. Jamal Lamiri Alaoui. Ils ont été conçus de manière à utiliser les ressources naturelles disponibles au Congo, ce qui aura pour effets de limiter la consommation d'énergie et de faciliter les opérations de maintenance.

L'établissement est composé de plusieurs bâtiments indépendants répartis autour d'un grand espace libre : la place du marché. À partir de ce noyau central, toutes les parties du site sont connectées entre elles par un système de cheminements qui fait le lien avec les champs, les classes, les espaces communs.

Dans la continuité des travaux du réseau « **Culture du jardin** », les champs constituent les espaces extérieurs de premier plan. Ils sont visibles et immédiatement accessibles depuis les salles de classe, conçues sous forme de pavillons reliés entre eux par des galeries couvertes qui se prolongent en allées piétonnes jusqu'aux champs.

Mise en place d'une classe-pilote

Cette initiative qui sera réalisée à Brazzaville prochainement, répondra à une double attente :

- établir et maintenir un lien de proximité entre les enfants de 5 à 10 ans scolarisés dans les écoles primaires publiques et leur environnement agro-pastoral, générateur de revenus ;
- initier les enfants au jardinage, au petit élevage et à la production vivrière dans le cadre de la classe-pilote, pour leur apprendre à connaître et à aimer les vraies richesses africaines.

Ce dispositif n'a été évalué ni sur sa rentabilité financière, ni sur sa capacité d'autofinancement : c'est un projet à rentabilité économique différée, un exercice destiné à faire prendre conscience de l'intérêt de rester proche de la Terre.

Réalisation de la première Terre d'École

À Kintélé, le premier établissement Terre d'École sera installée sur un terrain de 15 hectares, mis à disposition par la présidence du Congo. Après finalisation des études techniques, les travaux de construction pourront démarrer. L'établissement, qui accueillera 600 élèves, devrait être inauguré en août 2015.



École pilote de Brazzaville : Vision et action de Terre d'École



En Afrique, de Tanger au Cap et de Dakar à Djibouti, les savoirs et les pratiques des Peuples Arabo-berbères et Négro-africains reposent sur des traditions agro-pastorales qui portent elles-mêmes la marque du génie africain : l'initiation.

En Afrique, l'enseignement c'est l'initiation. La connaissance et les savoirs sont transmis par des rites et des rituels qui rythment les relations sociales, la vie économique et les activités ludiques. L'initiation africaine est un corpus d'enseignements intégrés dont l'objectif est de forger, d'âge en âge, la structure psychique dans laquelle seront insérées les valeurs morales et spirituelles constitutives de la personnalité. C'est ainsi que les Africains ont été traditionnellement préparés à résister et à surmonter les catastrophes humaines de leur histoire (esclavage, colonisation, apartheid...), et les calamités actuelles (pandémies, épidémies, sécheresses, famines...). Les Africains ont en eux la capacité de résister et de rebondir.

Ce qui apparaît, aux regards non-avertis, comme du fatalisme et de la résignation est en réalité, chez les Africains, une force intérieure à l'origine de leur courage et de leur optimisme. Les femmes et les hommes africains sont donc des pierres solides sur lesquelles l'avenir du continent peut être construit.

De par le mode d'enseignement traditionnel qu'ils ont reçu, les Africains perçoivent l'école moderne, représentée par l'enseignement public, comme un lieu d'initiation où sont dispensés des enseignements permettant de passer du monde traditionnel au monde moderne synonyme de richesse.

Les parents d'élèves Africains, pour la plupart analphabètes, considèrent donc le maître d'école comme un Initié - Initiant. Ils voient en lui le détenteur d'un double savoir, traditionnel et moderne. Pour eux, le maître d'école doit être celui qui enrichit et fortifie les connaissances traditionnelles de leurs enfants. On peut donc comprendre leur désarroi devant des résultats scolaires qui, pour être bons, éloignent leurs enfants de leurs traditions et de leurs réalités quotidiennes.

L'école publique leur apparaît, alors, non plus comme un lieu de transmission et de passage mais comme un lieu de rupture formant des élites incapables à penser leur avenir en termes de progrès humains. C'est ce qui fait de l'Afrique un continent de paradoxes et de malentendus.

En effet, l'Afrique est à la fois le continent le plus riche en matières premières et, paradoxalement, le plus pauvre en développement humain. Les matières premières africaines ont enrichi des États et des entreprises, mais l'Afrique envoie toujours au monde des images d'hommes, de femmes et d'enfants, analphabètes, mal nourris, malades et pauvres.

Le monde s'accorde à dire que l'Afrique est le continent du XXI^{ème} siècle après avoir été celui qui a vu naître l'Homo sapiens. Pourtant les Africains eux-mêmes ne semblent pas avoir compris ce qui fait leur véritable richesse. Aujourd'hui encore, les pays africains considérés comme riches sont ceux qui sont riches en matières premières minières ou pétrolières.

Combien de pays africains considèrent-ils qu'il est possible d'être riche sans posséder de grands gisements miniers et pétroliers ?

L'Afrique est aussi le continent qui souffre le plus du manque d'eau pour assurer la vie des hommes, des animaux et des végétaux. Pourtant, sur le continent, y compris dans les déserts, des forages pétroliers traversent, sans les exploiter, des nappes phréatiques pour atteindre des puits de pétrole à exploiter.

Enfin, combien de pays africains ont-ils compris que le sol de l'Afrique est plus riche que son sous-sol ?

L'Afrique compte, en 2013, plus de 800 millions d'habitants. En 2030, elle en comptera 2 milliards. Les politiques nationales, l'aide au développement et les actions philanthropiques ont permis, ces dernières années, de maîtriser les ravages des épidémies et des pandémies. Beaucoup a été fait dans le domaine de la santé de masse. La population africaine continuera donc de croître. Et, déjà, pointent à l'horizon les graves problèmes d'Éducation et de Sécurité Alimentaire auxquels l'Afrique sera confrontée.

Nourrir et éduquer plus d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants est un formidable gisement de richesses. Cependant, pour l'exploiter, les élites Africaines doivent commencer à considérer l'agriculture, la pêche et l'élevage comme des richesses au même titre que le pétrole et les mines. A cet égard, l'école de la République a un rôle fondamental à jouer. Elle doit convertir le regard des enfants africains, surtout à l'âge où se forme leur personnalité, entre 5 et 10 ans, lors de leur premier contact avec l'école.

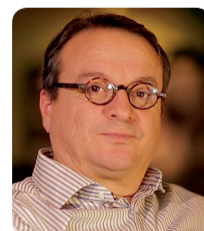
L'objectif du projet-pilote initié par Terre d'École à Brazzaville répond à cette préoccupation : établir et maintenir un lien de proximité entre les

enfants de 5 à 10 ans scolarisés dans les cycles primaires des écoles publiques, et un environnement agro-pastoral générateur de revenus. Dans cette école-pilote, les enfants initiés par la pratique, au jardinage, au petit élevage et à la production vivrière, dans l'enceinte même de l'établissement, seront amenés à connaître et à aimer les vraies richesses africaines.

Ce projet-pilote ne sera évalué ni sur sa rentabilité financière, ni sur sa capacité d'autofinancement ou son équilibre financier immédiat.

C'est un projet à rentabilité économique différée. Son but est d'apprendre aux enfants africains à rester proche de la terre et à prendre conscience de sa noblesse et de sa richesse

“ Une vision sans action est un rêve. Une action sans vision est un cauchemar.”
Proverbe japonais



Par Claude Sebag
Vice président Terre d'École



Ils ont adhéré au projet Terre d'École

Lettre ouverte à sa Sainteté le Pape

Éminence,

J'ai l'honneur par la présente de solliciter de Votre Éminence qu'elle veuille bien présenter à Sa Sainteté un projet éducatif novateur né au Congo, dénommé Terre d'École, et au succès duquel, entourée et aidée d'une équipe aussi dévouée qu'enthousiaste, j'œuvre depuis de longs mois. À l'origine de ce projet, le Président Denis Sassou Nguesso avait eu l'idée, dans les années 1970, d'établir des écoles au milieu des champs, afin de permettre aux plus jeunes de se familiariser, dès leur plus jeune âge, avec la faune et la flore de leur région. Il espérait de la sorte abolir la frontière artificielle qui trop souvent isole nos enfants de la nature qui les entoure.

Cette idée n'avait pu être réellement suivie d'effet, parce que trop en avance sur les mentalités de l'époque. Elle était pourtant prémonitrice de l'évolution de notre monde et, à l'aube du troisième millénaire, face aux menaces que les sociétés modernes font désormais peser sur l'avenir de notre planète, elle est d'une brûlante actualité.

Il est devenu urgent de sensibiliser les générations de demain aux enjeux du développement durable. Parce que la Terre est le berceau de l'Homme, qu'elle ne doit pas devenir son linceul. Parce que cette Terre que l'Homme a appris à cultiver, pour prospérer et se multiplier, il a le devoir de la transmettre à ses enfants.

Le Président Sassou Nguesso, soucieux depuis toujours de la préservation de l'environnement et porte-parole du continent africain à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20, m'a confié la mission, l'année dernière, de réfléchir aux moyens d'adapter son idée originelle aux défis de notre temps et de nos sociétés.

Je l'ai acceptée avec joie. Avec celles et ceux, nombreux, qui m'ont fait l'honneur de m'accompagner dans cette aventure, venus des horizons les plus divers, nous avons conçu un projet qui vise, d'abord à petite échelle mais de façon très concrète, à intégrer des établissements scolaires à la nature, pour permettre aux élèves de découvrir leur environnement, et leur donner l'envie et les moyens de mieux le préserver quand ils seront adultes. C'est ainsi selon nous qu'ils pourront imaginer un modèle de société nouveau capable de réconcilier l'Homme et la Terre.

De promouvoir un monde où l'on ne sacrifiera pas l'environnement sur l'autel d'un progrès technique et scientifique sans garde-fou. Où la course au bien-être matériel ne se fera pas au détriment des consciences. À Kintele, sur les rives du fleuve Congo, nous travaillons en ce moment même à la création de la première de ces écoles d'un type nouveau. Inventée en Afrique, par des Africains, pour le monde de demain. Une école qui sera bâtie avec des matériaux locaux, ouverte sur l'extérieur et adaptée aux conditions climatiques de la région de Brazzaville. Une école qui sera entourée de champs et de pépinières, pour que les élèves puissent faire l'apprentissage, sur la base d'une expérience empirique, des cultures les plus adaptées à leurs besoins, à ceux de leurs familles et aux contraintes de leur environnement.

Une école qui dispensera, en plus du programme de l'Éducation Nationale du Congo - et non à sa place - un enseignement spécifique visant, dès les petites classes, à sensibiliser les élèves à l'environnement et à les initier à l'agronomie. Une école qui privilégiera une conception dynamique de la transmission des savoirs. Nous voulons donner aux familles un rôle moteur dans la sensibilisation des enfants à leur environnement : ainsi, les élèves seront-ils encouragés à recueillir la parole des anciens pour se réapproprier les traditions et savoirs ancestraux et les partager avec leurs condisciples. Une école ouverte à tous, sans distinction de sexe, d'origine, de nationalité ou de religion, qui fera vivre et étudier ensemble, sur un pied d'égalité, des enfants riches et des enfants pauvres, des bien-portants et des handicapés, des héritiers et des orphelins. Une école, enfin, dont la charge financière sera partagée entre l'État congolais et des donateurs privés sensibilisés à leur responsabilité sociale et environnementale.

Nous avons conscience que ce projet est modeste, eu égard aux efforts titanesques qui vont devoir être accomplis, à l'échelle mondiale, pour permettre à nos enfants de vivre en harmonie avec leur planète.

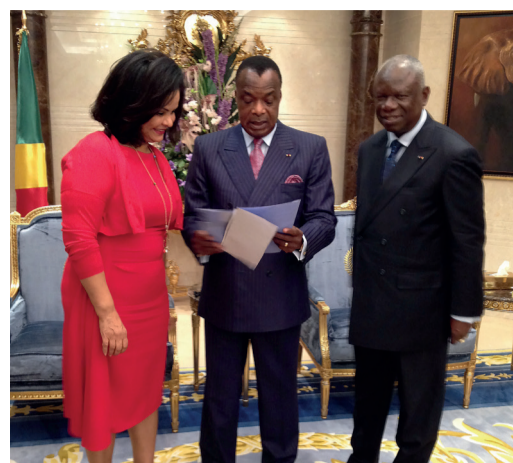
Nous croyons néanmoins que c'est en multipliant les initiatives concrètes, associant Gouvernements, Églises, entreprises, associations, hommes et femmes de bonne volonté, que le continent africain, aujourd'hui à la pointe du combat pour l'environnement, apportera sa contribution à ce vaste effort. Je suis fière d'avoir été chargée par le Président Sassou Nguesso de mener à bien la première étape du projet dont il est à l'origine et qui, j'en ai la conviction, essaimera sur l'ensemble du continent africain, voire bien au-delà.

Je suis fière, en tant que femme musulmane mariée à un catholique, marocaine de naissance, française d'adoption et congolaise de cœur, mère de trois filles élevées à la confluence des cultures occidentale et arabe, de pouvoir animer une équipe composée d'hommes et de femmes d'origines et de confessions diverses, unis par leur volonté d'offrir un avenir meilleur aux enfants du monde. Je suis fière, en tant que femme engagée dans l'action humanitaire, de pouvoir, par l'entremise de Votre Éminence, porter à la connaissance de Sa Sainteté une œuvre imprégnée des valeurs qu'elle porte depuis toujours, celles de l'humilité, du partage et de la générosité. Je suis fière enfin, en tant que femme de Foi, de solliciter de Votre Éminence qu'elle veuille bien m'accorder l'honneur d'une audience auprès de Sa Sainteté, afin que je puisse lui présenter plus avant le projet Terre d'École.

Daigne, Votre Éminence, agréer l'hommage de mon très profond respect.

Maria Maylin

Présidente du CIRA et Terre d'École



Monsieur Denis Sassou Nguesso, président fondateur Terre d'École recevant Maria Maylin, Présidente de Terre d'École et du CIRA et le conseiller à l'éducation M. Louis Bakabadio



Jean-Jacques Bouya, Ministre d'État, responsable des grands travaux, Congo



Entretien avec Fathallah Oualalou, Maire de Rabat, Maroc & Maria Maylin Présidente du CIRA et de Terre d'École



M. Pierre Mabiala, ministre des affaires foncières et du domaine public



Maria Maylin Présidente du CIRA et de Terre d'École & Margarita Wahlstrom, United-Nation's Assistant Secretary-General et M. Hugues Ngouloudele, Maire de Brazzaville



Soiree Hôtel Bristol 2011, engagement des enfants Terre d'École auprès des enfants d'Haiti. Mairaine de la soirée : Catherine Deneuve



Claude Sebag, Maria Maylin et Mr Zapatero au sommet Rio +20



Visite du président Tchadien Idriss Déby

www.terredecote.com